

**Amadou Toumani Toure : La nation
entière te pleure !**

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MERCREDI 18 NOVEMBRE 2020

731

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Funérailles d'ATT

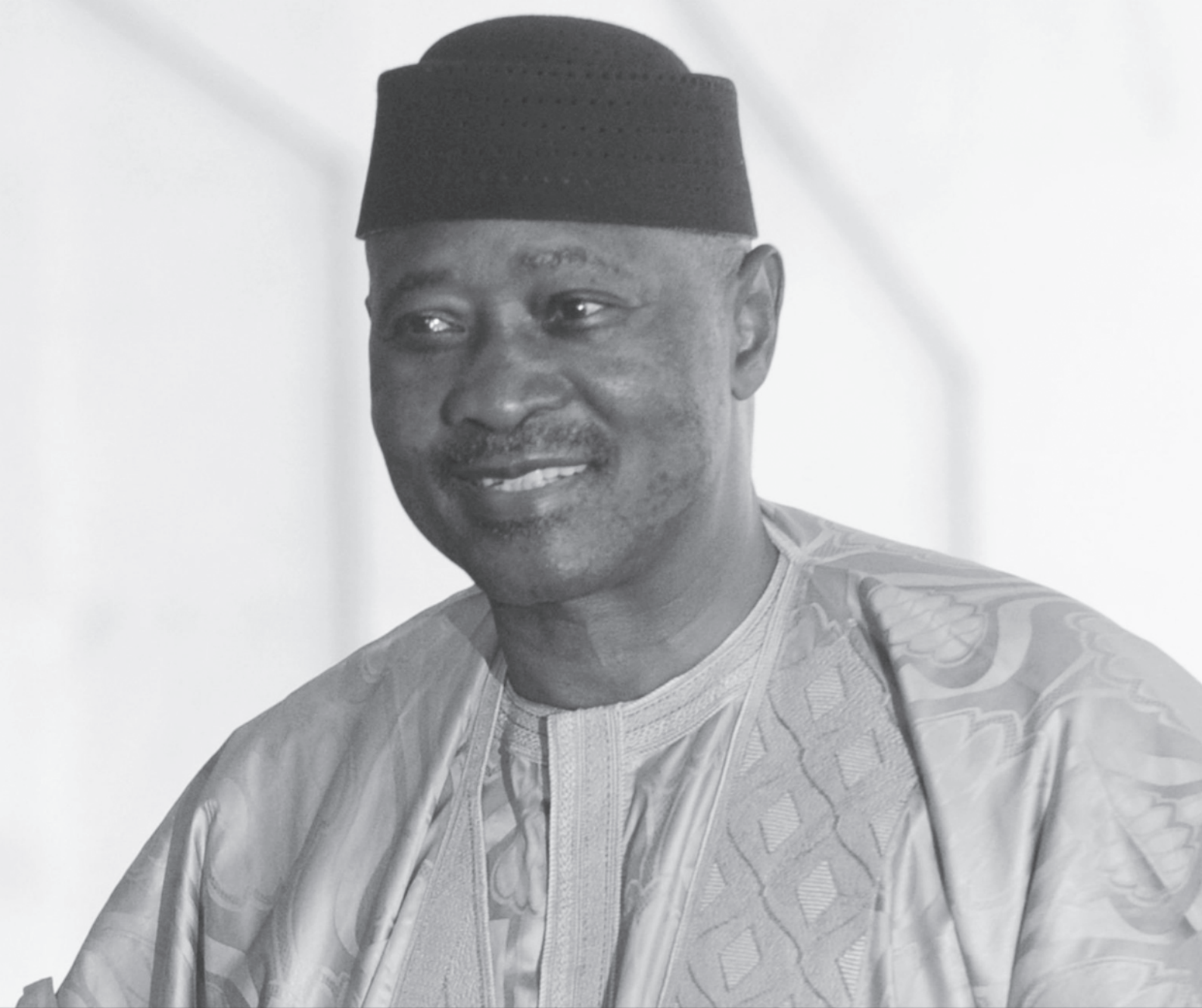
L'ultime hommage de la Nation malienne



**ATT dans le royaume des justes : L'hommage
de la Turquie et du Mali**



**Crise du Nord : Se dire les vérités pour avoir
la paix !**



adieu

**AU PRESIDENT
AMADOU TOUMANI TOURE**

Une	Funérailles d'ATT : L'ultime hommage de la Nation malienne	P.4
Brèves	Dr Laya Guindo sur la transition : La classe politique condamnée à une union sacrée pour sauver les acquis démocratiques	P.10
	Guinée : Cinq figures de l'opposition écrouées	P.10
	RDC : La chanteuse Tshala Muana interpellée par l'Agence nationale des renseignements	P.11
	Guinée-Bissau : La dépouille de l'ex-président Nino Vieira transférée au cimetière des martyrs	P.11
	Justice : Fanta Cissé condamnée à 10 ans de prison et 5 millions de FCFA	P.11
	Lutte contre les feux de brousse dans la région de Kayes : Les populations et les collectivités sensibilisées par la Somagefort	P.12
Actualité	ATT dans le royaume des justes : L'hommage de la Turquie et du Mali	P.14
	Crise du Nord : Se dire les vérités pour avoir la paix !	P.15
	Amadou Toumani Toure : La nation entière te pleure !	P.16
	Rapport 2019 du Vérificateur Général : Un manque à gagner de 300 milliards	P.17
	CFA pour 15 missions de vérification financière	P.17
	Paix et réconciliation au Mali : L'Algérie attachée à la mise en œuvre de l'accord (Boukadoum)	P.18
Politique	Choguel Kokala Maiga au sujet de la transition politique au Mali : « Ce qui se passe aujourd'hui, ce n'est pas au nom de l'armée »	P.19
	Organes de la transition : Pluie de boycotts contre le CNT	P.20
Culture & société	Société : Les jeunes filles bamakoises et le me l'as-tu vu	P.22
International	Éthiopie : Les forces tigréennes reprennent les armes contre le voisin érythréen	P.23
	Élections présidentielle et législative au Burkina Faso : L'ex PM Kabiné Komara conduira la Mission d'observation	P.24
Sport	Projet « équations nomades » : 100 jeunes participent à la 4è édition	P.26

P.10



P.17



P.19



Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte

Funérailles d'ATT : L'ultime hommage de la Nation malienne

Décédé le 10 novembre 2020 à Istanbul, à l'âge de 72 ans, le Général Amadou Toumani Touré a été inhumé ce mardi, 17 novembre 2020. Auparavant, les autorités maliennes de la Transition lui ont rendu un hommage digne des grands hommes à travers des funérailles nationales. Des délégations de haut niveau du Burkina Faso, de la Guinée Bissau, du Niger et du Sénégal et l'envoyé spécial de la Secrétaire générale de l'Organisation Internationale de la Francophonie sont venus saluer une dernière fois celui que les Maliens appelaient affectueusement ATT, et témoigner



de la solidarité africaine à la Nation malienne. On notait également la présence des anciens Premiers ministres du Mali et l'ancien Président de la Transition malienne de 2012-2013, Dioncounda Traoré. Pour la première fois depuis son départ de la Présidence de la République en 2002, Alpha Oumar Konaté participait à un événement officiel au Mali. Les relations particulières qui le liaient à ATT ont sans doute eu raison de sa volonté de se tenir à l'écart de la vie publique de son pays.

Depuis qu'il nous a quittés en ce mardi, 10 novembre 2020, ATT a, presque à l'unanimité, été salué tant au Mali, en Afrique que dans le reste du monde. Les uns et les autres ont tenu à rendre hommage à l'homme qui a rendu possible la démocratie au Mali en remettant, le pouvoir au premier Président démocratiquement élu au Mali, le 08 juin 1992. Le Mali dans son entièreté a rendu un hommage des plus mérités à un homme qui a su faire descendre la politique de son piédestal pour la mettre à



la portée des plus humbles des Maliens. On pourra critiquer cette propension d'ATT qui frisait le populisme mais ainsi était l'homme que ses amis peignent comme humble et quelque peu benoît.

La mort est le destin cruel qui attend toutes les créatures. Et les humains sont parmi celles qui ont conscience de l'inévitabilité de son issue. Mais comment ne pas être soulagé de la perte d'un très proche lorsque l'hommage tel que celui qui vient d'être rendu à ATT vainc un instant la faucheuse cruelle ? Certes la mort n'a cure de toutes ces cérémonies vaines des humains car dès le troisième jour de l'enterrement le corps commence son pourrissement qui le transformera en poussière jusqu'à la fin des temps. Mais là n'est pas l'intérêt des hommages rendus aux grands hommes. L'hommage rendu à un défunt est réconfortant pour sa famille et tous les siens en ce qu'il les aide à rendre plus supportable la douleur qui étreint. L'hommage est aussi pour les autres, les compatriotes et au-delà tous les hommes en ce sens qu'il magnifie l'exemple et peut pousser les humains quels qu'ils soient, où qu'ils soient pour se rendre utiles à leur patrie, utiles aux autres hommes.

Il n'existe aucune femme, aucun homme (il n'en a jamais existé d'ailleurs), qui soit ou qui ait été parfait. ATT l'a dit clairement : « J'ai commis des erreurs ». Le doux Jésus Christ a dit : « Que celui qui n'a jamais péché jette la première pierre ». Et les Bamanans affirment : « Tous ceux qui boivent de l'eau se tromperont un jour », y compris les Saints qui ne sont que ceux parmi nous qui ont su le mieux cacher leurs défauts. Cependant lorsque tout un pays, voire au-delà, s'accorde à magnifier un homme c'est que ses bienfaits l'emportent sur ses erreurs et ses fautes. Certes chez nous il



est de coutume de ne pas critiquer un mort mais on ne dit pas non plus du bien des malpropres. Il y a donc une grande part de vérité dans les éloges faits à ATT. La télévision nationale n'a pas cessé depuis une semaine de diffuser des reportages et documentaires sur les réalisations durant les dix années que l'homme a passé à la tête du Mali.

Pourtant, les dernières années de la vie d'ATT n'ont pas été faciles. L'exil forcé qui l'a éloigné six années durant de son pays natal aura été une dure épreuve pour le général d'autant plus qu'ils ont été rares ceux qui lui ont témoigné leur attachement ou leur amitié durant son séjour dakarois. Lobo Traoré, sa veuve, et ses enfants pourront-ils pardonner le Mali pour avoir laissé tomber son général de mari ? Pourquoi ce peuple qui est sorti en décembre 2018 pour l'accueillir à son retour d'exil n'a rien fait en ce 22 mars 2012 lorsque des militaires sans grade l'ont renversé après avoir manqué de le tuer ? Personne ne le saura jamais d'autant plus qu'au Mali tous les chefs d'État, y compris les dictateurs Modibo Kéita et Moussa Traoré,

sont glorifiés tant par le peuple que la télévision nationale. En tout cas les marques de sympathie du peuple malien et les funérailles nationales en son honneur montrent combien les hommes sont versatiles. A voir la foule des Maliens qui, durant vingt ans, a accompagné ATT en scandant « ATT, nous mourrons pour toi ! » et constaté que cet homme a passé presque sept années en exil si loin et si près de sa terre natale dans la solitude amère, l'on ne peut que désespérer de la politique.

ATT s'en est donc allé, à jamais. Cependant le Peuple du Mali n'est pas près de l'oublier. Les témoignages sincères qui ont été entendus toute une semaine le montrent à souhait. Selon ces témoignages, ATT serait le meilleur Président que le Mali moderne ait connu. Cela signifie qu'il a été au plus près de son peuple en lui parlant dans un langage débarrassé de tout artifice. Et si c'était cela le profil du vrai Président malien, africain. Car notre pays a ses traditions et ses croyances. Le véritable chef est celui qui est à l'écoute de ses administrés et lui parle le langage du terroir et non pas un français que même les vrais Français ne comprennent pas. Exceptées sa politique de consensus qui fut galvaudée par des politiques sans vergogne, et ses erreurs dans la sécurisation du Mali, ATT aura comblé les Maliens. Son successeur IBK n'a tiré aucun bénéfice de cette expérience. Il faut espérer que les prochains Présidents du Mali sauront s'inspirer de la modestie et l'amour qu'ATT avait pour le Mali et les Maliens. « Fais ce que dois, et laisse dire » pourrait être sa devise. A Jarama ATT !



■ Diala Thiény Konaté

Etienne Fakaba Sissoko

Communiqué du Comité Syndical de l'hôpital Gabriel Touré.

Le Syndicat National de la Santé, de l'Action Sociale et de la Promotion de la Famille (SNS-AS-PF) comité du CHU-Gabriel Touré informe ses militants et l'opinion nationale qu'il est comité affilié à l'UNTM et appelle les travailleurs à suivre le mot d'ordre de grève de 72h pour les journées du 18, 19 et 20 novembre 2020 et à observer scrupuleusement le service minimum au cas où les négociations en cours n'aboutissent pas à un accord.

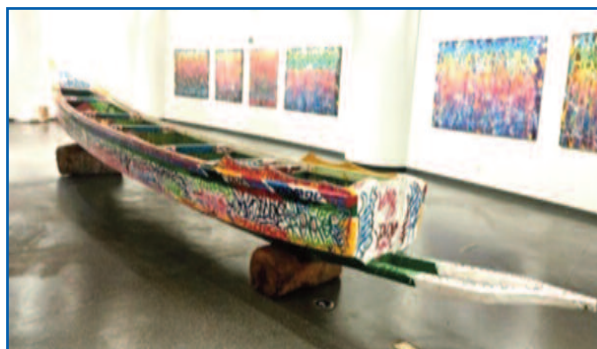
Par ailleurs, le SNS-AS-PF comité du CHU-Gabriel Touré informe les militants, usagers de l'hôpital et l'opinion nationale qu'en marge de la grève de l'UNTM, il a déposé sur la table du Gouvernement un préavis de grève de 96 H pour les 24, 25, 26 et 27 novembre 2020. Des négociations débiteront ce 18 novembre 2020 au Ministère de la Santé sur les points ayant déjà fait l'objet d'une grève de 72h les 19, 20 et 21 octobre dernier. Les travailleurs seront tenus informés de l'évolution des dites négociations en temps réel.

Le Comité Syndical de l'hôpital Gabriel Touré invite le personnel à rester mobiliser pour l'aboutissement de nos doléances dans l'intérêt des travailleurs, au bénéfice des patients.

Bamako, le 17 Novembre 2020

Djimé KANTE

Secrétaire Général Adjoint porte parole du comité Syndical.



L'Éthiopie est plongée depuis deux semaines dans une spirale de violence avec l'offensive du gouvernement contre le Tigré, au nord de la capitale Addis-Abeba. Il est difficile de connaître le déroulement précis des combats et le nombre de victimes, car la province est toujours coupée du monde. Plus de 27 000 Éthiopiens ont déjà fui vers le Soudan voisin.



L'Éthiopie est-elle capable de s'extraire de la spirale de violence dans laquelle elle se trouve ? Les affrontements continuent toujours dans la province du Tigré, treize jours après le lancement d'une offensive de l'armée fédérale contre le parti tigréen TPLF, qualifié de mafia par le gouvernement. Plus inquiétant, de nouveaux massacres ethniques ont eu lieu dans le reste de l'Éthiopie, faisant au moins 34 morts dans la nuit de samedi à dimanche. Ils ont eu lieu dans la province du Benishangul-Gumuz, théâtre d'exactions contre des civils depuis de nombreux mois maintenant.



RFI

« La dévolution a été un désastre, c'est la plus grosse erreur de Tony Blair et il n'y a aucune raison de poursuivre cette décentralisation »



RFI Afrique

Au Sénégal, le musée des Civilisations noires de Dakar (MCN), fermé depuis le mois de mars à cause de la pandémie de coronavirus, a rouvert partiellement ce vendredi 13 novembre avec une nouvelle exposition temporaire du graffeur américain JonOne, une peinture du street art, intitulée « Héritage ».



Kadidia Fofana

Ce jour là, j'ai nourri l'espoir de vous voir rassembler les Maliens comme vous avez toujours su le faire mon Général, mais hélas !!!
Le Mali ne cessera jamais de vous pleurer
Dormez Éternellement en paix mon Général



Plein succès à Dioncounda mais à la place de IBK j'aurais choisi ATT, les populations du centre se reconnaîtront facilement en lui.

MALI KANU

Le Président de la Transition, SEM Bah N'DAW a regagné Bamako, ce lundi 16 novembre en début de soirée, en provenance de Bissau.



Le Chef de l'Etat a effectué une tournée sous régionale du 12 au 16 novembre qui l'a conduit au Ghana, au Togo, au Sénégal et en Guinée-Bissau.

A son arrivée, il a été accueilli par le Vice-président, Colonel Assimi GOITA, le Premier ministre, M. Moctar OUANE et plusieurs membres du Gouvernement.



Bureau régional de l'OMS pour l'Afrique - AFRO

Au 16 novembre 2020: + de 1 900 000 cas de #COVID19 en Afrique - avec + de 1 600 000 guérisons associées et 47 000 décès signalés.
Consultez les chiffres par pays sur le tableau de bord COVID-19 de l'OMS pour la Région Afrique : <https://arcg.is/XvuSX>



World Health Organization Africa				COVID-19 WHOAFRICAUPDATE 16.11.20				
Country	Total cases	Total deaths	Country	Total cases	Total deaths	Country	Total cases	Total deaths
WHO Africa Region	1,900,000	160,000	EG Egypt	110,547	6,442	SD Sudan	14,621	1,716
AL Algeria	13,451	325	ET Ethiopia	1,217	37	SS South Sudan	4,251	107
BF Burkina Faso	2,441	63	GA Gabon	1	0	TG Togo	79,336	2,276
BI Benin	6,225	27	GM Guinea	1,123	23	ZA South Africa	5,265,431	97,478
BJ Burundi	2,441	68	KE Kenya	70,240	1,288			
CG Congo	630	1	LI Liberia	1,207	62			
CI Côte d'Ivoire	22,402	412	MG Madagascar	17,212	248			
DZ Algeria	6,225	153	ML Mali	3,240	146			
EG Egypt	4,380	163	MR Mauritania	2,222	141			
GH Ghana	1,547	50	MU Mauritius	2,248	141			
GN Guinea	574	7	NE Nigeria	475	12			
GW Guinea-Bissau	21,476	128	RW Rwanda	13,248	138			
KE Kenya	11,749	312	SN Senegal	1,207	37			
KG Kyrgyzstan	5,704	86	TD Chad	14,448	112			
KG Kyrgyzstan	493	3	UG Uganda	6,148	42			
KG Kyrgyzstan	6,148	118	US USA	68,148	1,142			
KG Kyrgyzstan	122,123	1,548	ZM Zambia	863	24			
KG Kyrgyzstan	6,742	98	ZW Zimbabwe	13,742	228			

Activiste Tv

Obsèques de l'ancien Président ATT
Un écran géant pour le direct au stade Modibo Keita



Lundi 16 novembre 2020, sur instructions du Président de la Transition, les autorités du Mali ont pris la décision de faire partager les cérémonies funèbres de l'ancien président Amadou Toumani Touré, avec les Maliens.

A cet effet, un écran géant sera placé au stade omnisports Modibo Keita pour la diffusion en direct de toute la cérémonie. Pour s'imprégner de l'état d'organisation de cet événement, le ministre de la Jeunesse et des Sports, Mossa Ag Attaher, s'est rendu cet après midi au Stade Modibo Keita de Bamako.

En effet, les autorités ont décidé de diffuser les cérémonies de Funérailles de ATT en direct sur la télévision nationale #ORTM. C'est ainsi que certains points stratégiques dont le stade Omnisports de Bamako ont été choisis pour la diffusion sur écrans géants.

M. Mossa AG ATTAHER s'est rendu au stade omnisports Modibo KEITA pour s'assurer de la mise en place des écrans et de toute la logistique nécessaire à la couverture de cette cérémonie de funérailles prévue pour mardi 17 novembre 2020 dans la matinée.

Avant de quitter les lieux le ministre a eu quelques minutes d'entretien avec le staff de l'équipe nationale espoir, conduit par le coach Nouhou DIANE, qui se prépare pour la CHAN Cameroun 2021.
CCOM/MJS



Abdoulaye Bah

La malédiction de l'assassinat de Kadhafi, poursuit Nicolas Sarkozy malgré toutes les cachotteries mises en place pour ne pas remonter jusqu'à lui. Lisez bien cet article. La justice divine existe sur terre. L'ombre de Kadhafi va le poursuivre même en prison car c'est là bas sa place. Cette épée de Damocles sur la tête est pire que la prison. L'argent mal acquis pour acheter un pouvoir montre que la France est un État voyou, dirigé par des malfrats depuis le Général De Gaulle, fondateur de la 5ème république. Ils ont été financés par l'argent d'Elf qui volait le pétrole africain du Gabon et du Congo. La Françafrique est un monstre qu'il faut abattre. Voilà comment les



présidents successeurs de De Gaulle tombent d'admiration sur son cynisme doublé d'un génie satanique à qui la France actuelle doit son rang, sa place, sa prospérité grâce à ce système ingénieux qui permet à la France de vivre en siphonnant les richesses africaines grâce au pillage de ses matières premières et la spoliation de ses ressources extérieures déposées au Trésor public français qu'elle gère comme sa propriété. Cerise sur gâteau il a pu imposer à ses anciennes colonies de rembourser les investissements coloniaux effectué par elle. Sans convenir de l'estimation de ces montants, ceux-ci continuent de payer jusqu'au 31 Décembre 2019. Il a concocté unilatéralement ce pacte colonial, en faisant signer des soit disant "Accords de coopération et d'assistance". En réalité, ces accords reconduisaient le pacte colonial sans que la France administre désormais directement son ex empire colonial mais laisse ce soin à une classe politique qu'elle a formé en les associant au pouvoir colonial dans la 4ème République comme parlementaires, ministres ou secrétaire d'état. Le jeune Macron vient de découvrir ce qui fait la puissance et le rang de la France grâce à ce sinistre personnage qui sera classé au panthéon des dictateurs comme Hitler et Churchill. Il cherche l'inspiration en visitant sa tombe pour imaginer une autre astuce pour remplacer l'ancienne qui est décriée par tout le monde et même ses partenaires européens. En ce moment, ils (Sarkozy, Hollande et lui-même) expérimentent la destibilisation "contrôlée" par des djihadistes "apprivoisés" qu'ils ont du mal à canaliser afin de reprendre leur place face à de nouveaux venus plus riches et plus puissantes (Chine, Turquie, Russie etc.). Il faut que l'âme de De Gaulle les inspire sinon ils sont en train de perdre son héritage. Aucune inspiration ne sortira de sa tombe au grand désespoir d'Emmanuel Macron. Il a chaud car il manque de génie. L'Afrique de 1960, au sortir de la nuit coloniale où 6% était scolarisé, est différente de l'Afrique de 2020 avec 80% d'intellectuels dont certains sont sortis des meilleures universités du monde, même si ce sont des traîtres mercenaires vendant leurs services à leurs maîtres occidentaux.



Agence Mali Presse

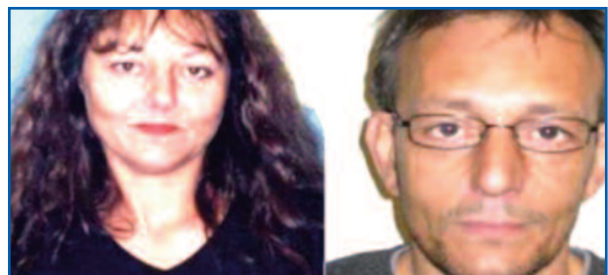
Les derniers hommages à l'ancien président ATT. Les Maliens sont sortis nombreux aujourd'hui pour rendre un dernier hommage à l'ancien président Amadou Toumani Tourné décédé le Mardi 10 novembre 2020. Qualifié d'homme de consensus par son peuple, Amadou Toumani Touré a forcé le respect après sa mort. Il à été inhumé au cimetière d'Hamdalaye à Bamako.



Les Amis de Ghislaine Dupont et Claude Verlon

Ne rien lâcher !

Les porte paroles de l'association font le point sur le dossier, sept ans après le double assassinat, et rappellent l'insupportable : des tueurs et des commanditaires sont connus, libres et parfois en cours de réhabilitation !



Bennchico Savadogo

Le bâtisseur, le rassembleur, Celui là qui a joué un grand rôle à la réconciliation au Rwanda, allez y en paix mon général.



Paul Diarra

Le 20 mars 2012, deux jours avant le coup d'Etat, l'Imam rencontre le Président dans son bureau à Koulouba! Dicko déclare au Président « qu'à partir aujourd'hui, je suis votre ennemi »!

Au lieu de mal le prendre, ATT s'amuse et demande à Dicko ce qui lui prenait ? La rencontre prend fin... Et deux jours plus tard, ATT est renversé par un putsch...

Dicko était-il de mèche avec les putschistes ? La question reste posée!



Amadou Tieoule Diarra

DEUIL NATIONAL POUR ATT. L'HOMME MULTI-RELATIONNEL DORT DÉSORMAIS AU CIMETIÈRE D'HAMDALLAYE. SALAM! SALAM!

L'Homme était tout simplement unique en son genre! Les vicissitudes de la vie ont créé les occasions de rencontre. Les photos n'ont pas besoin d'être commentées.

Là où d'autres personnes ont fait intervenir des relations pour question de poste nous sommes restés nous mêmes.

Lobo Touré nous partageons votre chagrin. Vous êtes un Exemple de Vie humaine.



PINAL

Le courage est féminin! La force est femme! D'autres auraient sangloté! D'autres auraient crié! D'autres auraient porté du noir, d'autres se seraient cachés sous d'énormes lunettes noires!!

Mais non! Elle, elle affronte le triste sort avec dignité! Elle regarde impassible le balais des hypocrites qui jouent au jeu du plus affecté! Ceux-là même qui ont tué Amadou en 2012! Ceux-là qui ont réfuté toute proximité, le lendemain du 22 mars, avec l'homme qui leur a tout donné (politiquement et économiquement)!

Ohh! L'ingratitude politique!

Elle regarde en face, ceux-là qui n'oseraient la regarder en face! Malgré sa douleur insupportable, elle le fait pour lui! Pour une dernière fois....Elle fait face à ceux qui l'ont laissé partir en Turquie comme un malien Lambda et qui l'enterre aujourd'hui avec une ingrate reconnaissance posthume.

Dieu t a pris Amadou, mais il t a donné la force et la connaissance de l'homme malien.

Nous sommes de cœur avec toi!

A SORRY



Abonnez vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Dr Laya Guindo sur la transition : La classe politique condamnée à une union sacrée pour sauver les acquis démocratiques



Cela fait exactement un trimestre qu'IBK n'est plus au pouvoir. Mais pour autant, les problèmes persistent et demeurent entiers. La crise multidimensionnelle que vivait le Mali depuis près d'une décennie a été exacerbée par l'arrêt contesté de la défunte Cour constitutionnelle engendrant ainsi des frustrations et des mouvements de contestation de l'autorité de l'État.

La lutte du M5-RFP, lorsqu'elle aboutissait d'elle-même, était une preuve de la maturité de la démocratie et de l'État de droit au Mali. Mais les porteurs d'uniforme se sont immiscés dans l'arène politique tel un cheveu dans la soupe. Hélas !

Plébiscités par une frange importante des forces vives de la Nation, les membres du CNSP se sont vus maîtres uniques des lieux avant de se croire tout permis. J'en veux pour preuve la désignation du Président de la Transition, du Premier ministre et même la nomination des membres du Gouvernement. Désormais, ils veulent voter des projets de loi pour la République, du jamais vu au monde.

Face à cette situation inacceptable et inadmissible, les partis et regroupements politiques, toutes obédiences confondues, semblent se donner la main pour sauver les acquis démocratiques.

Pour la première fois depuis un semestre environ, les communiqués des acteurs de la classe politique convergent vers un refus de participer en l'état au CNT. Cette synergie d'action doit continuer et même se consolider pour préserver l'essentiel qui est même la survie des partis politiques. En effet, les textes en République du Mali sont assez clairs, la conquête et l'exercice du pouvoir sont du ressort des politiques.

Certes des erreurs ont été commises par la classe politique mais il ne faut pas jeter le bébé avec l'eau de bain. Donc le jeu politique doit se faire avec les acteurs, donc les hommes politiques.

L'exercice démocratique a des hauts et des bas et le Mali ne fait pas exception. Plus que jamais, les partis politiques de tout bord confondu doivent se réunir et tirer cette question du CNT au clair et saisir l'occasion pour redresser toutes les fautes commises depuis le début de la

Guinée : Cinq figures de l'opposition écrouées



Incarcérés depuis cinq jours dans les locaux de la police judiciaire, les cinq figures de l'opposition ont été inculpées pour « atteinte aux intérêts fondamentaux de la nation » placés sous mandat de dépôt et écrouées à la prison civile de Conakry.

Abdoulaye Bah, Ousmane Gaoual Diallo et Cellou Baldé, tous de l'UFDG, principale formation de l'opposition guinéenne, ainsi qu'Étienne Soropogui, du Mouvement les valeurs communes, un soutien actif de Cellou Dalein Diallo lors de la présidentielle du 18 octobre, ont passé leur première nuit à la prison civile de Conakry.

Ils ont été déférés lundi 16 novembre devant un juge d'instruction du tribunal de Dixinn, dans la proche banlieue de Conakry, qui les a inculpés de « fabrication et détention d'armes de guerre et atteintes aux intérêts fondamentaux de la nation » et immédiatement conduits sous bonne escorte à la prison civile. Ils y ont rejoint Ibrahima Chérif Bah, l'un des vice-présidents de l'UFDG et ancien gouverneur de la Banque centrale de Guinée, inculpé et placé sous mandat de dépôt la semaine dernière pour les mêmes motifs.

Dans une déclaration à la presse, le porte-parole du collectif des avocats de la défense, Me Salifou Béavogui, a expliqué : « nos clients, des prisonniers politiques, ont le moral au beau fixe, très confiants puisqu'ils sont convaincus de leur innocence », ajoutant qu'« ils sont simplement poursuivis pour des raisons politiques ».

Le procureur quant à lui n'a pas souhaité s'exprimer pour le moment. Le parquet avait simplement déclaré la semaine dernière que ces hauts responsables de l'opposition étaient activement recherchés pour avoir proféré des menaces de nature à troubler l'ordre public.

Source : RFI

transition, seul gage d'une transition réussie.

Ceci dit, nous proposons ce qui suit :

1. Rappporter purement et simplement les deux décrets portants sur le CNT et ouvrir un vrai dialogue franc et sincère avec les acteurs politiques;
2. Renvoyer la gestion du dossier du CNT au gouvernement et restreindre le rôle de la Vice-présidence à la gestion des questions de défense et de sécurité conformément à la charte de transition.

Dr Laya Amadou GUINDO, Maître-Assistant de l'Enseignement Supérieur et leader d'opinion.

RDC : La chanteuse Tshala Muana interpellée par l'Agence nationale des renseignements



Cette militante du PPRD, le parti de Joseph Kabila, est l'auteure d'une chanson à scandale : « Ingratitude » qui, le week-end, a fait le buzz sur les réseaux sociaux, jusqu'à ce que, ce lundi, la Commission nationale de censure en interdise la diffusion et la commercialisation.

La chanteuse Tshala Muana, auteure de la chanson qui dérange, a été interpellée ce lundi et conduite dans les bureaux de l'Agence nationale des renseignements. Le Corbeau et le Renard, de Jean de La Fontaine, la trahison de Judas vis-à-vis de Jésus de Nazareth ou encore la rébellion de Satan à l'endroit de son créateur, autant de récits relatés dans son titre « Ingratitude ». Dans ce clip diffusé en ligne défilent des images d'archives choisies parmi celles de l'histoire politique récente de la RDC, notamment la passation de pouvoir entre le président Felix Tshisekedi et son prédécesseur Joseph Kabila. Un successeur choisi par l'ancien président, laisse entendre l'autrice. Les illustrations sont parfois grotesques, accusent les partisans du président actuel qui dénoncent l'offense à l'autorité de l'État. Un groupe de femmes est allé, pour sa part, manifester dans les environs des locaux de l'ANR, exigeant la libération de la chanteuse au motif qu'elle n'a commis aucune faute. Cette démarche n'a pas abouti, les enquêteurs ayant décidé de poursuivre les investigations pour comprendre les dessous de cette histoire qui intervient au plus fort moment de la crise au sein de la coalition au pouvoir.

Source : RFI

Justice : Fanta Cissé condamnée à 10 ans de prison et 5 millions de FCFA

Elle verse de l'eau bouillante sur sa bonne de 12 ans pour un simple oubli. FANTA CISSÉ âgée de 25ans mariée, domiciliée à Banankabougou, une aide-soignante, a versé de l'eau bouillante sur sa bonne une fille de 12 ans. Le motif, la petite avait oublié d'acheter un des condiments qu'elle lui avait demandé de prendre au marché pour sa salade. Gravement blessée, la fillette est conduite à l'hôpital pour être soignée. Dans la même foulée les parents de l'enfant déposent une plainte devant la justice. Arrêtée et déferée à la prison pour femme de Bollé la dame a été jugée et condamnée à 10 ans de prison ainsi qu'au paiement d'une amende de 5 millions de FCFA.

Guinée-Bissau : La dépouille de l'ex-président Nino Vieira transférée au cimetière des martyrs



Onze ans après sa mort, les restes mortuaires de l'ancien président de Guinée-Bissau et ex-héros de la guerre d'indépendance contre le Portugal, Joao Bernardo Vieira, dit Nino Vieira, assassiné en 2009, ont été transférés lundi au cimetière des martyrs, le panthéon bissau-guinéen.

L'ancien président Joao Bernardo Vieira aurait dû être enterré dans le carré des héros de l'Indépendance, dans la forteresse Damura. Le président Umaro Sissoco Embaló a décidé de corriger cette injustice, en transférant ses restes mortuaires au panthéon bissau-guinéen. L'inhumation du président Vieira au cimetière des martyrs est loin cependant de faire l'unanimité dans sa famille. Pour certains de ses enfants, les autorités auraient dû d'abord faire toute la lumière sur les circonstances de son assassinat. João Bernardo Vieira a été assassiné le 2 mars 2009 par un groupe de militaires qui dit avoir vengé leur chef, le général Batista Tagmé Na Waie, tué quelques heures auparavant dans un attentat à la bombe. « Nous voulons que le président nous respecte, nous les enfants de Nino. Isabel Romano Ferreira Vieira n'est pas la seule femme qui a eu des enfants avec Nino Vieira. Le président nous a manqué de respect. Je lui demande dignement de laisser la famille se réunir pour rendre un dernier hommage à notre père bien aimé », a déclaré Florencia Vieira, sa fille aînée. Le président Embaló lui a alors répondu : « J'ai tout simplement informé son épouse en lui disant que nous allons enterrer le président Nino Vieira auprès de son compagnon Amilcar Cabral. Pour cela, je n'ai pas besoin d'autorisation, car Nino est un patrimoine national. Il appartient à tous les enfants de ce pays. Donc, il n'appartient pas seulement à son épouse ou à ses enfants. » Le président de transition du Mali, Bah N'Daw, était l'invité d'honneur de la cérémonie.

Source : RFI



Lutte contre les feux de brousse dans la région de Kayes : Les populations et les collectivités sensibilisées par la Somagefort

Durant une semaine, l'équipe de la Société malienne de gestion forestière (SOMAGEFORT) et les agents des eaux et forêts de Kayes ont sillonné les cercles de Bafoulabé, Kita, Kéniéba et Kayes, pour expliquer les méfaits des feux de brousse dans le domaine forestier et les moyens de prévention.

La région de Kayes demeure la zone la plus touchée par les feux de brousse avec 3 059 507 hectares brûlés durant la saison 2019-2020. Face à ce fléau qui menace les massifs forestiers, la Société malienne de gestion forestière (SOMAGEFORT) et la direction régionale des eaux et forêts de Kayes ont organisé, du 5 au 11 novembre 2020, la 3e édition de la campagne d'information et de sensibilisation sur les méfaits des feux de brousse dans le domaine forestier national.

Le cercle de Bafoulabé a accueilli la première étape de cette campagne, le 5 novembre dernier, avec la présence du président de la Société malienne de gestion forestière, Ibrahim Sidi Yara dit Baya, et du commandant Sidi Koné, chargé des aménagements à la direction régionale des eaux et forêts de Kayes.

Par cette campagne, la Somagefort et ses partenaires (les services des eaux et forêts) veulent atténuer l'ampleur des feux de brousse à travers une lutte participative des acteurs locaux et régionaux contre les feux de brousse. Il s'agit aussi de former les brigades anti-feux, les coopératives des exploitants de bois, les associations de chasseurs et d'éleveurs, les orpailleurs, les syndicats de transporteurs sur les techniques de mise à feu précoce, de lutte contre les feux de brousse et d'ouverture des pare-feu.

Durant la formation, les agents des eaux et forêts ont largement expli-



qué aux participants la notion de feu, les risques des feux pour l'homme, la classification des feux, les modes de propagation des feux, la typologie des feux de brousse. Sans oublier les sources, causes, les conséquences des feux de brousse, les mesures de lutte, la réglementation des feux de brousse au Mali.

Les acteurs locaux ont été formés sur les techniques de mise à feu précoce, alors que les membres de la Commission de fixation du calendrier de mise à feu précoce, les chefs de village ont été informés et formés sur les critères de détermination de la période de mise à feu précoce et leur importance.

Les populations ont été informées des méfaits des feux de brousse, des avantages des feux précoces et les dégâts d'une mauvaise pratique des feux précoces.

Les formations ont permis d'informer et former les membres de la commission de fixation du calendrier de mise à feu précoce et les chefs de village sur les critères de détermination de la période de mise à feu précoce et leur importance.

Wassolo

Source : Le Débat





Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

Informations sur le numéro vert 80 00 22 22 de l'OCLEI

L'OCLEI a mis en place le **Numéro vert 80 00 22 22** le 9 décembre 2019. L'appel est gratuit.

Le Numéro vert permet aux citoyens de dénoncer des faits d'enrichissement illicite dont ils ont connaissance. Il est géré par l'Unité des Plaintes et des Dénonciations. Du 9 décembre 2019 au 30 septembre 2020, il a reçu 520 appels. Sur ce total, il n'y a eu que 6 dénonciations concernant l'enrichissement illicite, soit 1%. Le présent message est diffusé pour permettre aux citoyens de mieux identifier les cas d'enrichissement illicite, les personnes et les biens pouvant être dénoncés sur le Numéro vert 80 00 22 22 de l'OCLEI.

- **Qu'est-ce que l'enrichissement illicite ?**

L'enrichissement illicite est le fait pour un agent public d'avoir des biens ou un train de vie qui dépassent ses revenus légitimes.

- **Qui est agent public ?**

Par « agent public », il faut entendre fonctionnaire civil ou militaire, élu, contractuel de l'Etat ou des communes, conseils de cercle, conseils régionaux.

- **Quelles sont les personnes qui peuvent être dénoncées à l'OCLEI ?**

Tout agent ou employé de l'Etat, des communes, conseils de cercle, conseils régionaux, des entreprises d'Etat et des établissements publics, des associations reconnues d'utilité publique, des projets et programmes de l'Etat.

Toute personne agissant au nom ou pour le compte de la puissance publique et/ou avec les moyens ou les ressources de celle-ci.

- **Quels sont les biens susceptibles d'être dénoncés ?**

Les maisons, les immeubles commerciaux, les champs, les fermes, les parcelles non bâties, les comptes bancaires, les valeurs en bourse, les actions dans les sociétés, les assurances-vie, les bijoux de valeur, les véhicules à moteur, les fonds de commerce, le cheptel.

Pour plus d'informations, appelez le Numéro vert 80 00 22 22 ou écrivez à info@oclei.ml

Merci pour votre soutien à la lutte contre l'enrichissement illicite.

Bamako, le 13 octobre 2020.



ATT dans le royaume des justes : L'hommage de la Turquie et du Mali

Une semaine après sa mort, le Mali a réservé une cérémonie solennelle digne de son rang à l'ancien Président de la République, Amadou Toumani Touré, ce mardi 17 novembre 2020 à la Place d'Armes du 34ème Bataillon du Génie Militaire à Bamako, sous la présidence du président de transition, Bah N'Daw en présence du Vice-président Assimi Goita. On y notait aussi la présence du Premier ministre Moctar Ouane, des anciens présidents Alpha Oumar Konaré et Dioncounda Traoré, des anciens premiers ministres, des délégations venues de l'extérieur, notamment de Congo-Brazza, du Niger, du Burkina et du Sénégal, des parents, amis et collaborateurs de l'illustre disparu.

Les temps forts de cet ultime hommage furent les témoignages des proches, amis, promotionnaires et parents, l'oraison funèbre du grand chancelier, les défilés militaires terrestre et aérien. Déjà lundi, les autorités maliennes ont commencé les hommages à l'ancien président de la République, Amadou Toumani Touré, à travers un cortège funèbre apparemment bien accueilli et apprécié par nombre de maliens, sortis massivement pour suivre la dépouille mortelle de l'illustre disparu, décédé à Istanbul, en Turquie, le 10 novembre dernier.

Occasion pour ses proches, anciens collabo-

rateurs, amis et sympathisants de témoigner leur amour pour l'homme, mais aussi pour saluer son patriotisme hors-pair jamais démenti au Mali. L'émotion était à son comble, de l'Institut Marchoux à la chapelle ardente du Génie Militaire, en passant par la Place de l'Indépendance et le Monument de l'Hippopotame, où des inconditionnels sont sortis pour saluer la mémoire de l'homme.

Avant les autorités maliennes, celles de la Turquie ont été les premières à rendre hommage à l'ancien Président ATT à Istanbul, donnant ainsi une grande leçon d'humilité et de solidarité au reste du monde entier. En effet, tous les maliens ont été touchés par ce très bel et vibrant hommage rendu à la dépouille mortuaire de l'ancien Président de la République du Mali, le Général Amadou Toumani Touré, par les autorités Turques avant le rapatriement de son corps au Mali !

Par ce grand geste qui a fait la fierté des maliens, le pays d'Erdogan s'illustrait de nouveau par sa grande humilité, sa solidarité, et surtout sa capacité à s'affranchir des préjugés et à transcender l'indifférence ! En effet, combien de dirigeants morts à l'extérieur de leurs pays ont reçu de tels hommages ? Ça se compte au bout des doigts ! Cela a donc vraiment fait chaud au cœur des Maliens, comme s'en est fait écho un observateur, que de voir l'Armée

et les Autorités Turques rendre un vibrant hommage au Général Amadou Toumani Touré, ancien Président de la République du Mali.

Tout un honneur au Peuple Malien, profondément affligé par la mort de son ancien président, celui-là même qui aura marqué le pays pendant des décennies par ses actions dans tous les domaines. Et de témoigner : « ATT, c'est incontestablement le père de la démocratie malienne. C'est le Président bâtisseur pour avoir construit des routes, des ponts, des logements sociaux, des hôpitaux, des écoles et autres infrastructures de base.

ATT, c'est aussi et surtout l'Assurance Maladie Obligatoire (AMO), la gratuité de la Césarienne, la mensualisation des pensions de retraite et bien d'autres mesures sociales visant à adoucir la vie de l'homme Malien. Dans le domaine du développement, aucun autre Président Malien ne peut revendiquer autant que le Général Amadou Toumani Touré.

Sur le Plan Politique, ATT se caractérise par son fameux consensus. Élu à la magistrature suprême sans parti politique, ATT ratisse large, au-delà des appartenances politiques, sociales, ethniques et culturelles. Faute de parti politique dominant, le Président Touré met en pratique sa vision du consensus, qui consiste à impliquer toutes les sensibilités sociopolitiques dans la gestion des affaires de l'Etat. L'objectif visé était la paix sociale et la stabilité politique.

Avec la mort d'ATT, le Mali perd un visionnaire, un homme de paix de consensus. Dors en paix, Soldat de la Paix » !

■ Yama DIALLO

Crise du Nord : Se dire les vérités pour avoir la paix !

Le Premier ministre, Moctar Ouane, présidait, le lundi dernier au siège de la MINUSMA à Bamako, l'ouverture de la 41^{ème} session ordinaire du Comité de Suivi de l'Accord (CSA) pour la paix et la réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger. Cette session, faut-il le rappeler, marque ainsi la reprise des travaux du CSA après plusieurs mois d'interruption due au contexte sociopolitique et les péripéties qui s'en sont suivies.

A cette occasion, le Premier ministre Moctar Ouane, dira que la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation a enregistré quelques lenteurs, et révélé l'insuffisance de dividendes concrets pour les populations sur fond de dégradation de la situation sécuritaire du pays. Aux dires du Chef de gouvernement, le moment est sans doute venu pour un nouvel élan au processus de paix. La mise en œuvre intelligente et diligente de l'Accord pour la paix et la réconciliation reste, selon lui, l'une des priorités du gouvernement comme fait mention la feuille de route transitoire.

Se disant ainsi conscient des attentes légitimes et des contraintes temporelles, le PM convie les participants de cette session à réfléchir prioritairement sur 4 points qui, à ses

yeux, permettent de réaliser des avancées qualitatives. Il s'agit, entre autres, de la redynamisation du processus de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (DDR) ; l'accélération des réformes politiques et institutionnelles ; le soutien aux actions de développement ; et la relance du chantier de la réconciliation nationale.

« Le gouvernement accordera toute l'importance nécessaire à la réalisation de cette priorité. Car, l'ineffectivité du DDR maintient notre pays dans une spirale de violence dangereuse pour la cohésion sociale et la réconciliation », a-t-il confié, parlant du premier point.

Quant à l'accélération des réformes politiques et institutionnelles, la feuille de route de la transition consacre, selon lui, « un axe entier à la prise en compte des dites réformes » à travers le parachèvement du processus de réorganisation territoriale, l'élaboration et l'adoption d'une nouvelle constitution, ainsi que la poursuite du chantier de la régionalisation. « **Je voudrais mettre l'accent sur la situation des écoles qui est particulièrement préoccupante, avec environ 25% des établissements fermés, et plus de 115.000 enfants affectés** ».

Par relance du chantier de la réconciliation na-

tionale, Moctar Ouane convient qu'il s'agit là d'une priorité stratégique majeure de la transition, telle que stipulée dans la feuille de route. À cet effet, « **nous travaillerons, à la fois, sur les questions de justice traditionnelle, et la création des conditions favorables au retour des déplacés et des réfugiés** », a-t-il fait savoir.

Mauvaise lecture de la situation par le PM

Le Premier ministre Moctar Ouane, rien qu'à l'écouter, a une très mauvaise lecture de la situation qui prévaut au Nord du Mali. En effet, plus qu'une simple question de DDR et d'accélération des réformes politiques et institutionnelles ou de soutien aux actions de développement, le vrai obstacle au retour à la paix et au vivre ensemble entre toutes les communautés du Nord reste la mauvaise foi des bandits, pardon des princes de Kidal, qui veulent être avec le Mali sans être avec le Mali.

On a beau-fait de se mentir à travers des discours creux, si ce n'est déjà que pour faire plaisir à une minorité de gens prenant tout un pays en otage, l'accord d'Alger ne saurait être mise en œuvre tant que les responsables de la CMA ne consentent à ce que certaines de ses clauses soient révisées de façon consensuelle et dans l'intérêt de tous. Tout le reste n'est que verbiage futile et inutile !

■ Yama DIALLO



Amadou Toumani Toure : La nation entière te pleure !

La nation malienne a rendu un dernier hommage à Amadou Toumani Touré, le mardi 17 novembre 2020, à la place d'armes du génie militaire. La cérémonie a été à la hauteur de l'homme qui a tout donné à son pays.

La place d'armes du génie était bondée de monde, tous venus pour rendre un dernier hommage à l'ancien président ATT et l'accompagner en sa dernière demeure. A son arrivée sur le site, le président de la transition, Bah N'Daw s'est recueilli sur la dépouille de l'ancien président de la République, Amadou Toumani Touré. Le moment le plus émouvant de cette cérémonie a été, l'arrivée de la dépouille mortelle d'ATT. Certains n'ont pas pu retenir leurs larmes.

On notait à cette cérémonie, la présence des anciens présidents de la République ou Chefs d'Etat comme Alpha Oumar Konaré et Dioncounda Traoré. Par ailleurs, plusieurs pays amis ont pris part à cette cérémonie funèbre à travers leurs délégations.

C'est Mademoiselle Lobo Coulibaly (homonyme de l'épouse du président) qui a eu l'honneur de témoigner au nom de la famille Touré. Elle a remercié tous les Maliens qui ont rendu un

hommage mérité à leur père, grand-père et époux. « **Nous nous consolons à travers tous les éloges entendus ici et à travers le monde. Notre père ATT a donné sa santé et sa force à son pays qu'il aimait tant. Pour l'amour des enfants, il a créé la fondation pour l'enfance. S'agissant de ses frères et sœurs, alliés et amis, il a toujours été là quand on a besoin de lui, toujours prêt à aider, à conseiller et à trouver des solutions aux problèmes posés par les uns et les autres et tout cela en toute discrétion. C'était quelqu'un sur lequel on pouvait compter. Nous remercions les autorités pour l'organisation d'une telle cérémonie à la dimension de l'homme** », a-t-elle dit, tout en faisant une mention spéciale à Malick Sall et aux autorités Turques.

Seydou Cissouma, s'exprimant au nom des collaborateurs, a laissé entendre qu'ATT était

d'une probité morale incommensurable. « **Nous portons le deuil d'un homme qui a été grand, très grand même parce qu'il a su rester humble et lucide. L'homme a consacré sa vie à aider ses concitoyens. Il m'est très difficile de parler en de telle circonstance d'un homme qui me considérait comme son frère de lait** », a-t-il indiqué.

Pour Souleymane Yacouba Sidibé, au nom de promotionnaires, le témoignage est le message de la génération Abdoulaye Soumaré. Pour lui, ATT toujours eu l'estime de ses formateurs, de ses camarades parce qu'il ne savait pas tricher. C'était un homme discipliné, ardu à la tâche. Le Mali vient de perdre de l'un de ses dignes fils.

L'oraison funèbre a été lu par Amadou Saga-fourou Gueye. Il a profité de l'occasion pour présenter les condoléances du Président de la transition à la famille de l'illustre disparu.

La sonnerie aux morts a été suivie du défilé des troupes terrestres et aériennes. C'est un peuple ému et uni dans un élan de solidarité qui a conduit l'ancien président ATT dans sa dernière demeure.

Dors en paix l'enfant prodige de la Venise malienne ! Le Mali ne vous oubliera jamais, soldat de la démocratie.

■ Ibrahim Sanogo



Rapport 2019 du Vérificateur Général : Un manque à gagner de 300 milliards CFA pour 15 missions de vérification financière

Le Bureau du Vérificateur Général (BVG) se sera singularisé par un rapport plein de révélations pour l'année 2019 avec trente-et-une (31) missions de vérification réalisée et de nombreuses irrégularités relevées. Solennellement réceptionné par le Président de la transition, le document de plus de 200 pages porte sur les vérifications financières, de performance en plus des recommandations au titre des exercices 2015, 2016, 2017 et 2018.

Sur les 31 missions réalisées par le BVG au titre de l'année 2019, on dénombre 15 vérifications financières ou de conformité, huit (8) vérifications de performance et huit (8) vérifications de suivi des recommandations. Elles concernent différents structures et secteurs dont les Affaires Étrangères, les Collectivités Territoriales, les Mines, les Affaires Religieuses, les Finances, la Santé, l'Agriculture, l'Éducation, l'Énergie, les Télécommunications, l'Habitat et de Communication. Il ressort des dites missions le constat partagé selon lequel la gestion actuelle des deniers publics dans les entités vérifiées ne permet pas à l'État de s'assurer d'une utilisation judicieuse de ses ressources et de son patrimoine.

Des milliards portés disparus

Au niveau des ambassades, on a celle du Burkina Faso qui affiche une perte de 1,84 milliards. Son premier responsable Amadou Soulaté vient d'être écroué en prison pour mauvaise gestion. En Italie où siège l'ancien DG de la douane Ali Coulibaly, l'assiette est de 284,15 milliards alors que les irrégularités financières à l'ambassade du Mali à Washington s'élèvent à 181,50 millions de FCFA. Quant à la juridiction malienne de Madrid les irrégularités financières s'élèvent à 51,05 millions de FCFA, tandis qu'en Côte d'Ivoire, les irrégularités financières portent sur 166,48 millions de FCFA imputables à l'acquisition de biens en violation des procédures de passation de marchés publics.

Au niveau du Cameroun, Les irrégularités financières se situent dans l'ordre de 133,69 millions de FCFA essentiellement dépenses douteuses.

Selon le même rapport 2019 du Bureau du Vé-



ricateur général (BVG), les irrégularités financières constatées au sein de la Société des mines d'or de Loulo (SOMILO-SA) et des sociétés des mines d'or de Gounkoto (GOUNKOTO-SA) s'élèvent à 60,53 milliards de FCFA. Dans ces mines, le contrôle du Bureau du vérificateur général a porté sur les opérations de recettes et de dépenses ainsi que les aspects environnementaux au cours des exercices 2015, 2016 et 2017.

Transversalité des vérifications

Plusieurs autres structures d'Etat et même des collectivités ont aussi fait l'objet de missions des enquêteurs du vérificateur Général. Celle de la Mairie de la Commune II, par exemple, a fait ressortir des irrégularités financières à hauteurs de 153,64 millions de FCFA en rapport avec l'utilisation inappropriée de dons de l'Ambassade de Chine pour un montant de 28,90 millions de FCFA

Dans un contexte où la distribution des logements sociaux fut émaillée de suspensions, le VEGAL situe la perte financière de l'OMH à 247,95 millions CFA, soit trois fois que les ir-

régularités financières décelées sur les opérations de recettes et de dépenses liées au pèlerinage à la Mecque, qui s'élèvent à 639,86 millions de FCFA. Ici, les manquements portent essentiellement sur l'enregistrement gratuit irrégulier au profit d'un titulaire de marché pour un montant de 46,71 millions de FCFA. Aux nombres des griefs figurent en outre le paiement indu à une agence de voyage pour un montant de 50 millions de FCFA, le non-paiement des droits d'enregistrement pour un montant de 19,57 millions de FCFA ainsi que de la redevance de régulation pour un montant de 12,47 millions de FCFA. S'y ajoutent aussi les indemnités indues au personnel du Consulat pour un montant de 7,65 millions de FCFA. C'est dire qu'au vu des irrégularités évoquées, le Tribunal de Grande Instance de la Commune III de Bamako a de la matière sur la table. La guerre aux délinquants financiers risque d'être mouvementée et ne manquera peut-être pas de renflouer les caisses de l'État.

A. KEÏTA

Source : Le Témoign

Paix et réconciliation au Mali : L'Algérie attachée à la mise en œuvre de l'accord (Boukadoum)



Le Ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, a réitéré, lundi, l'engagement de l'Algérie aux côtés des Maliens en vue de mettre en œuvre l'accord de paix et de réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger, suggérant l'élaboration d'une nouvelle feuille de route adaptée aux objectifs de l'accord et à la Transition.

« Je réitère aujourd'hui l'engagement de l'Algérie, en sa qualité de chef de file de la médiation internationale et de présidente du Comité de suivi de l'accord de paix (CSA), à tout entreprendre pour poursuivre la mise en œuvre de l'Accord durant cette période délicate », a déclaré M. Boukadoum à l'ouverture de la 41^e session ordinaire du CSA tenue à Bamako.

A cette occasion, le chef de la diplomatie algérienne, a rappelé que « le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a souligné tout l'intérêt qu'il attache à l'application intégrale de l'Accord en tant que seule voie à même de permettre au Mali de préserver durablement sa stabilité et de relever les défis multiples auxquels il fait face ».

A ce propos, il a noté que « l'Algérie qui a déployé d'importants efforts pour la stabilisation du Mali à travers la conclusion de l'Accord, et pour la préservation de la stabilité de ce pays

frère durant les derniers mois, s'est engagée à apporter son accompagnement à la Transition en cours ».

Dans ce contexte, « il serait important que vos travaux aboutissent dans un temps raisonnablement court au parachèvement de la mise en œuvre des actions prioritaires héritées des sessions précédentes », a dit le ministre en s'adressant aux participants.

« Nous pensons que le contexte actuel offre une excellente opportunité pour que la Partie malienne se projette sur les étapes restantes de la mise en œuvre de l'Accord à travers l'élaboration d'une nouvelle feuille de route adaptée aux objectifs et au calendrier de la Transition », a-t-il préconisé à ce propos. A l'évidence, soutient le ministre, « il serait important pour la Partie malienne de se doter du cadre de travail novateur qui lui permettrait de forger, dans la sérénité, le consensus nécessaire à l'identification des nouvelles initiatives à retenir en la matière ».

En effet, « l'engagement des parties prenantes à la mise en œuvre de l'Accord s'est poursuivi voire s'est renforcé davantage depuis le 18 août 2020 », a-t-il ajouté, saluant à cet égard la présence effective des neuf femmes qui ont été désignées récemment pour siéger au CSA.

Et d'ajouter : « Nous nous félicitons du fait que les contacts que nous avons encouragés entre les parties prenantes aient conduit à l'inclusion de l'Accord dans la Charte et la Feuille de route de la Transition », saluant l'implication des mouvements signataires dans le processus de la mise en place des organes de la Transition et plus particulièrement leur entrée au Gouvernement.

« Ces développements, très encourageants renforcent la confiance au sein de la Partie malienne et la nécessaire appropriation nationale de l'Accord et, de ce fait, suscitent la dynamique tant souhaitée pour en hâter la mise en œuvre », a-t-il fait valoir.

A cet effet, il a jugé que « la mise en œuvre de l'Accord reste intimement liée à son environnement. Un environnement déjà complexe aux plans communautaires, sécuritaires, politiques et économiques, auquel est venu se greffer une crise sanitaire du Covid-19 ».

Aussi, a relevé M. Boukadoum, « c'est le lieu d'évoquer ici la situation sécuritaire toujours préoccupante au Sahel devant la persistance dans cette région de la menace terroriste et d'une myriade de fléaux connexes ».

« Face à ces défis et alors que le processus de paix entre dans une phase essentielle, nous avons la responsabilité d'accélérer les efforts que nous déployons pour la mise en œuvre des engagements souscrits dans l'Accord », a-t-il insisté.

Il a demandé, à ce titre, à toutes les parties d'« honorer leurs obligations. L'ère n'est plus à la tergiversation et la compétition autour de questions périphériques mais au travail utile, concret et sérieux, au resserrement des rangs et à la cohésion nationale ».

« Il serait tout particulièrement important que les parties signataires se montrent plus coopératives entre elles et plus engagées à travailler ensemble dans un climat de confiance mutuelle », a-t-il préconisé.

Bien évidemment, d'après lui, « la contribution des partenaires est fortement attendue, notamment pour l'accompagnement des programmes destinés à l'amélioration des conditions de vie des Maliens, à l'encouragement du retour des réfugiés et à la réinsertion des ex-combattants dans la vie socio-économique ».

APS

Source : Algérie Eco

Choguel Kokala Maiga au sujet de la transition politique au Mali : « Ce qui se passe aujourd'hui, ce n'est pas au nom de l'armée »

Le président du comité stratégique du M5-RFP, Choguel Kokala Maiga, s'est finalement penché sur la mise en place du Conseil national de transition (CNT). En tant que membre influent du mouvement, il clarifie la position du M5, et met à nu la transition « militaire » déguisée en civile.



■ Nous avons dit que le M5-RFP ne laissera personne empêcher l'émergence d'un Mali nouveau. Le M5-RFP n'acceptera jamais le retour des pratiques de l'ancien régime que nous avons combattu. Le M5 a dit qu'il veut une transition de rupture pour refonder l'État malien avec des objectifs clairs et précis », tels restent les mots tenus par Choguel Kokalla Maiga, lors d'un point de presse tenu le vendredi dernier. Sur ces objectifs, poursuit-il, figurent, entre autres : l'ancrage durable de la paix et de la sécurité ; de l'unité nationale ; de l'intégrité du territoire et de la souveraineté du Mali qui ne sont pas à négocier. Pour lui, il est, durant cette période transitoire, important que la lutte contre la corruption soit « **concrète, que nous sortions des discours, et que les textes d'audits passés ou présents soient transmis à la justice** ». A cet effet, toutes les grandes structures de l'État et les institutions doivent

faire l'objet d'audit, ainsi que l'aliénation du patrimoine de l'État, a-t-il sollicité. Des réformes politiques et institutionnelles doivent, si ça ne tient qu'à cet homme, également être faites pour aboutir à des élections crédibles et transparentes. Au sujet des manifestants tués, l'influent membre du Mouvement du 5 juin-Rassemblement des forces patriotiques reste catégorique : « **Le M5 exige que justice soit rendue pour les martyrs des 10, 11 et 12 juillet. Il ne sera pas question pour nous de faire la transition sans clarifier qui a donné l'ordre de tirer et de tuer les Maliens qui manifestaient pacifiquement, et qui sont leurs complices** ». Par la voix de Dr Choguel, le mouvement anti régime IBK souligne qu'il n'est nullement opposé aux militaires. D'ailleurs, toutes les initiatives allant dans le changement resteront soutenues par lui, annonce M. Maiga. Mais une chose se doit, selon Choguel, d'être clarifiée et retenue par tous : « **C'est parce que**

le CNSP constituait le pendant du M5 dans l'armée que les colonels nommaient et donnaient des ordres aux généraux. Le CNSP et le M5 sont les deux forces du changement. Mais ce qui se passe aujourd'hui, ne n'est pas au nom de l'armée, mais au nom de quelques individus qui ne rendent pas service à l'armée », dira-t-il, parlant de la mise en place du Conseil national de transition.

De son avis, le Mali se retrouve aujourd'hui avec un gouvernement militaire, et non civil. Le paradoxe pour lui est que les militaires veulent aussi avoir un Conseil national de transition militaire présidé par un des leurs. « **Nous n'accepterons pas cela. Le M5 ne peut pas se rendre complice de l'installation du régime militaire** », a-t-il confié, ajoutant : « **Cela ne rend service ni au Mali, ni à la démocratie, ni à notre armée** ».

Bref, debout et droit comme un chêne contre toute violation des textes, le vétéran politique est loin de daigner un autre comportement des militaires au pouvoir. « **Le 11 novembre, ils ont procédé à des nominations des militaires à la place des administrateurs civils, nous ne pouvons pas accepter des violations de la loi en faisant croire que c'est pour favoriser l'armée** », a-t-il ajouté, sûr que des pratiques pareilles ne rendent pas service à l'armée et au peuple. Et d'appeler le peuple, les forces patriotes, les partis politiques, les syndicats, société civile et les organisations à la résistance pour faire face « **au danger qui pèse sur le pays et le système démocratique** ». En tant cas, le M5 qui s'était opposé au régime IBK envisage de ne plus s'asseoir voir quiconque détruire le pays.

Mamadou Diarra
Source : Le Pays- Mali

Organes de la transition : Pluie de boycotts contre le CNT



A peine officialisés et les décrets relatifs au nombre des membres et à la clé de répartition des postes du Conseil National de Transition ont aussitôt suscité colère et défiance au sein de nombreux partis politiques ainsi que dans la société civile. Appelé à jouer l'organe législative devant conduire les grandes réformes, le CNT sera formé, en vertu dudit décret, par 121 sièges, repartis comme suit : 22 sièges aux militaires et 8 au M5-RFP, tandis que 11 représentants reviennent à l'ensemble de la classe politique, 9 aux organisations de la société civile, 5 aux mouvements signataires de l'accord de paix, 4 aux mouvements l'inclusivité, 8 aux ordres professionnels, 7 aux syndicats libre et autonomes, 4 aux centrales syndicales, 6 aux maliens établis à l'étranger, 5 aux chambres consulaires, 4 aux faitières de la presse et les autres partagés entre les autres forces vives du pays, notamment les femmes, les jeunes, les handicapés, les religieux et autorités traditionnelles.

Et c'est le vice-président de la transition, le colonel Assimi Goïta, qui « arrêtera la liste des membres du Conseil », laquelle fera ensuite l'objet d'un décret présidentiel à faire avaliser

par Bah N'Daw.

De quoi révolter l'ancienne majorité présidentielle qui, en rangs dispersés et par différentes voies, a vigoureusement dénoncé ce qu'elle qualifie de mascarade. Si le M5 a préféré pour sa part s'exprimer dans le cadre d'une conférence de presse, l'EPM et autres se sont contentés d'un communiqué de presse qu'ils ont fait circuler sur les réseaux.

Le comité stratégique du M5-RFP, qui revendiquait un quart des postes en plus de la présidence du Conseil, à la faveur d'une conférence de presse, le 13 novembre, au siège de la Confédération Syndicale des Travailleurs du Mali (CSTM), a décidé de renoncer aux sièges attribués dans le format proposé, tout en appelant ses militants à la mobilisation. « Le M5-RFP lance un appel à toutes les forces patriotiques, politiques et sociales pour se concerter, rentrer en résistance et faire face pour sauver la Démocratie et la République ». Le M5 dit avoir appris par les réseaux sociaux, avant d'en avoir confirmation dans le journal officiel du mardi 10 novembre 2020, l'adoption des deux (2) décrets », ont déploré Choguel et compagnons, dont le refus de siéger au CNT repose entre autres sur des irrégularités tant

dans la forme que dans le fond des deux textes. En effet, selon le M5, le délai de 48 heures imparti aux candidats pour déposer leurs dossiers de candidature favorise la fraude et le favoritisme. Et ce n'est pas tout. Le mouvement juge inadmissible que « le Vice-président de la Transition, encore président du CNSP non encore dissout, dispose d'un pouvoir de censeur pour choisir les bons et mauvais candidats en lieu et place des entités concernées. De quelle connaissance des candidats, de quel droit ou encore de quelle légitimité disposerait-il pour s'octroyer une telle prérogative dont le but inavoué est d'amener les seuls amis, parents et affidés au CNT, s'interroge-t-on. Et, tout en rejetant par avance l'exercice d'un éventuel mandat en son nom, le Mouvement du 5 Juin met en garde les autorités de la Transition contre « toute manipulation visant à l'associer à ce qu'il assimile à une mascarade.

Comme le M5 RFP les présidents de l'Alliance Ensemble Pour le Mali (EPM) réunies en conférence extraordinaire sous l'égide de Dr Bokary Treta, le 11 novembre 2020, après avoir dénoncé le manque de transparence dans la fixation des quotas, les critères de choix ainsi que la faible représentation des partis politiques au sein dudit organe, ont décidé à leur tour de ne point désigner de représentants au sein du Conseil National de la Transition. L'ancienne majorité présidentielle exhorte par ailleurs l'ensemble de la classe politique à observer un devoir de non-participation des représentants des partis politiques au Conseil National de la Transition appelle le peuple malien à la vigilance.

La Convergence pour le développement du Mali de Housseini Amion Guindo a également décliné l'offre des autorités de la transition qui, à ses yeux, est une œuvre d'anéantissement des partis politiques en de « remise en cause des efforts de la lutte héroïque du peuple malien depuis mars 1991 ». Et d'inviter les partis politiques et les autres forces vives de la nation à faire bloc pour la défense de la démocratie afin de conduire avec succès la transition dans un esprit de consensus absolu et de quête d'un avenir radieux pour le peuple malien.

Amidou Keita
Source : Le Témoin

UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



BDU - BF
BURKINA FASO



BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE



BDM FRANCE
FRANCE



BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



BDM SA

Société : Les jeunes filles bamakoises et le me l'as-tu vu

A Bamako, les jeunes filles, pour mettre plein la vue à leurs copines, en plus d'emprunter les habits, les perruques et les chaussures et bijoux, empruntent maintenant des téléphones chers, le temps d'une cérémonie.



A Bamako, les mariages, baptêmes, rencontres de promotions ou de familles, sont des lieux transformés aujourd'hui par les jeunes filles en lieu de duels. Il faut arriver en étant la plus chèrement habillée. C'est à qui a le parfum le plus cher, qui a en main le téléphone dernier cri, le bazin le plus riche et le plus richement brodé.

Toutes n'ayant pas les moyens de tenir la concurrence, il faut emprunter. "Quand je vais aux tons (réunions de groupes d'amies), j'emprunte le téléphone iPhone de mon cousin", affirme Oumou. Issue d'une grande famille, elle affirme que "tout le monde fait ça". "Ça me dérange de prêter mon téléphone portable à chaque fois que mes cousines ont des céré-

monies. Quand je leur prête mon téléphone, dès fois ça me met sur répondeur. Je n'ai pas accès à l'internet pendant ce temps. Vraiment c'est dérangeant pour moi, mais que faire ?". "Moi, je ne suis jamais sortie pour emprunter au dehors. Je prends les habits de ma grande sœur. Aujourd'hui, si tu n'as pas en main un téléphone portable de luxe, si tu ne portes pas une perruque cheveux naturels, personne ne te regarde, ne te respecte. Même dans les lieux de mariage, on sert d'abord les gens de classe, richement habillées, ayant en main un téléphone dernier cri. Donc comme je n'ai pas les moyens de m'en procurer, je suis obligée de prêter pour ma sœur en attendant d'avoir pour moi". Pour elle, en prenant avec sa sœur, elle est assurée de la discrétion et du fait que les autres filles ne peuvent pas "jaser" dans son dos.

"Je n'aime pas prendre les habits d'autrui. Le danger, c'est que, si tu prends les habits d'une autre fille, tu fais des photos qui vont sur les réseaux sociaux, un jour, la vraie propriétaire porte la même tenue, les filles verront tout de suite la supercherie ! Pire, si tu prends un téléphone et qu'il se gâte, tu es dans de beaux draps !".

"Je ne comprends vraiment plus les enfants d'aujourd'hui. Tout ou presque repose sur le luxe. C'est d'ailleurs pourquoi elles font du n'importe quoi pour avoir ces choses luxueuses. Mais ce sont les parents que je blâme. Quand tu vois ta fille avec un téléphone portable d'une valeur de 500 000 F CFA ou plus, alors qu'elle ne peut même pas s'acheter une serviette hygiénique si c'est pas toi, pourquoi ne pas lui demander, s'interroger", Fanta Djeli.

Pourtant comme un phénomène de mode, ce jeu auquel jouent de nombreuses filles de nos jours a encore de beaux jours devant lui.

Bintou Diawara
Source : Mali Tribune

**WESTERN
UNION**

WU

MONEY TRANSFER

Éthiopie : Les forces tigréennes reprennent les armes contre le voisin érythréen

Les forces du Tigré ont bombardé pendant le week-end la capitale érythréenne, accusant le pays voisin de soutenir l'opération de l'armée éthiopienne contre la région rebelle du Nord. Une escalade de la violence qui laisse craindre une nouvelle guerre entre les soldats tigréens et l'ennemi érythréen.

Vers un nouveau front dans le conflit entre l'armée éthiopienne et le Tigré ? Alors que le gouvernement éthiopien a lancé une opération militaire contre la province dissidente du Nord, les forces du Tigré ont tiré, samedi 14 novembre, des roquettes sur Asmara, la capitale de l'Érythrée voisine. Le Front de libération des peuples du Tigré (TPLF), qui contrôle la province, accuse le gouvernement érythréen de prêter main forte à l'armée éthiopienne en mettant à disposition son territoire et en envoyant des troupes au sol.

Ennemi juré du gouvernement tigréen, l'Érythrée, qui borde toute la frontière nord de la région rebelle éthiopienne, pourrait avoir un rôle déterminant dans le conflit en Éthiopie.

Une guerre qui laisse des traces

Si l'implication érythréenne dans le conflit reste encore à démontrer, ses velléités terri-

toriales dans la région frontalière sont connues depuis longtemps. En 1998, l'incursion des troupes érythréennes dans la province de Badme, contrôlée alors par l'Éthiopie, a été le point de départ de deux ans de guerre sanglante. "La guerre a fait des dizaines de milliers de morts et s'est achevée sans réel vainqueur", explique David Ambrosetti, chargé de recherche au CNRS et spécialiste de la région. "Après la cessation des hostilités, la communauté internationale, pourtant plutôt favorable à l'Éthiopie, a reconnu que la région de Badme était un territoire érythréen, et a demandé à l'Éthiopie d'en céder le contrôle. Or le TPLF, qui contrôlait alors le pays, a toujours refusé de le rendre."

Le Front de libération des peuples du Tigré et l'Érythrée sont pourtant d'anciens alliés : ils ont mené une longue guerre commune contre le pouvoir en place en Éthiopie, la junte militaire du Derg. Leur victoire en 1991 a conduit le TPLF au pouvoir en Éthiopie et a permis à

l'Érythrée de devenir indépendante. "La région tigrignaphone s'étend des deux côtés de la frontière et il y a une proximité culturelle forte", précise David Ambrosetti. "Néanmoins, le TPLF a permis à l'Érythrée de prendre son indépendance. La guerre de 1998 a rompu cet équilibre et, depuis, les deux parties se vouent une haine féroce."

Une réconciliation en demi-teinte

En 2018, ce conflit larvé a officiellement pris fin avec l'arrivée du nouveau Premier ministre, Abiy Ahmed. Le 16 septembre, soit quelques mois après le début de son mandat, ce dernier signe un accord de paix avec l'Érythrée, en Arabie Saoudite, sous l'égide de l'ONU. Cette signature historique vaudra à Abiy Ahmed d'obtenir l'année suivante le prix Nobel de la paix. "Abiy Ahmed avait certainement à cœur de tourner la page avec l'Érythrée mais cet accord dépasse de loin le conflit entre les deux pays", estime David Ambrosetti. "Des puissances étrangères comme les Émirats arabes unis et les États-Unis étaient favorables à cet accord car elles y voyaient la possibilité d'installer en Érythrée des bases militaires stratégiques jusque-là limitées, dans la région, à Djibouti. Cela pourrait expliquer pourquoi les négociations ont été aussi rapides." Le Front de libération des peuples du Tigré, qui dirigeait le pays jusqu'à l'arrivée d'Abiy Ahmed, est resté, quant à lui, hostile à l'accord de paix avec son ennemi. "Cet événement a fait beaucoup de



La tension monte entre les forces du Tigré et leur ennemi érythréen. © Eduardo Soteras, AFP

bruit mais a eu peu d'effets concrets sur le terrain", juge David Ambrosetti. "Le TPLF a refusé de démilitariser la zone nord, jugeant qu'il n'avait pas été consulté. Dans le même temps, les relations avec le pouvoir central se dégradent et il veut conserver la capacité de se défendre."

Vers une nouvelle guerre avec l'Érythrée ?

L'escalade des tensions entre le TPLF et l'Érythrée laisse aujourd'hui craindre un nouvel affrontement direct entre l'ancien parti au pouvoir en Éthiopie et son voisin rival. Mais si les autorités du Tigré affirment que l'Érythrée est entrée en guerre, le gouvernement éthiopien n'a pas officialisé d'alliance dans le cadre de son opération contre la province rebelle du Nord. "Au vu du passif des deux pays, il serait très délicat pour le pouvoir éthiopien de laisser officiellement entrer des troupes érythréennes. Il ne faut donc pas attendre d'Abiy Ahmed une confirmation de l'appui érythréen", juge David Ambrosetti. "Pour autant, le TPLF fait déjà face à l'armée éthiopienne, et dans sa situation, il est peu probable qu'il ait lancé des frappes contre Asmara sans raison." "L'Érythrée est un pays ultramilitarisé, très efficace pour produire des soldats car le système repose sur une conscription très stricte où tous les jeunes ont obligation de rejoindre l'armée, poursuit le chercheur. Pour autant, ce système très dur génère un exode massif et il est difficile de savoir aujourd'hui si l'Érythrée est en capacité de s'impliquer durablement dans cette guerre."

Douze jours après le début du conflit, les communications demeurent coupées, la situation sur le terrain reste confuse. Si l'armée du Tigré semble avoir jusqu'ici résisté à l'assaut du gouvernement central, l'ouverture d'un nouveau front au nord pourrait être un tournant décisif. Un maigre espoir pointe avec la tentative de médiation amorcée, lundi 16 novembre, par l'Ouganda. Le Premier ministre Abiy Ahmed a déclaré de son côté qu'aucuns pourparlers ne commenceraient avant que les autorités du Tigré ne soient totalement désarmées.

Source : AFP

Élections présidentielle et législative au Burkina Faso : L'ex PM Kabiné Komara conduira la Mission d'observation



Les Burkinabés se rendront aux urnes le 22 novembre prochain pour un double scrutin, à savoir l'élection de leur président de la République mais aussi l'élection de 127 députés.

C'est l'ancien Premier ministre guinéen Kabiné Komara qui a été sollicité par la CEDEAO pour conduire sa mission d'observation à ce rendez-vous si important dans l'histoire de ce pays de 23 millions d'habitants.

La nouvelle a été rendue publique par un courrier officiel du président de la Commission de la CEDEAO dont votre quotidien GuinéeNews détient copie. S'adressant à Komara, le prési-

dent Jean Claude Brou justice ce choix par « votre connaissance avérée de notre région et pour bénéficier de votre riche expérience des questions institutionnelles. « Ce faisant, il s'inscrit dans la lignée de ses prédécesseurs Kadré Désiré Ouédraogo et Marcel De Souza et de l'Union Africaine qui ont fait appel par 4 fois à Kabiné Komara en arguant de « son engagement inconditionnel pour la promotion et la consolidation de la démocratie sur le continent africain et pour la conduite exemplaire avec laquelle il a mené les précédentes missions qui lui ont été confiées » Toutefois, d'après nos informations, et dans

un souci de réputation de la mission qu'il devra conduire, il a conditionné l'acceptation de sa mission à l'assurance que la plupart des facteurs conflictogènes ont été résolus de manière consensuelle. Il s'agit en particulier de s'assurer que les parties en compétition au Burkina sont toutes d'accord sur le fichier électoral, sur la composition et le fonctionnement de la Ceni ainsi que sur tout le processus de déroulement du scrutin depuis le vote jusqu'à la remontée et la totalisation des résultats.

Komara a aussi tenu à s'assurer que la non possibilité du vote dans les zones en conflit soit l'objet d'un accord préalable de toutes les parties afin d'éviter une remise en cause des résultats du vote de son avis, la prise en compte de ces préoccupations majeures garantira un déroulement transparent et consensuel et mettra le pays à l'abri de conflits post électoraux dont le Burkina devra bien se passer dans la période actuelle. En plus des assurances obtenues, il envisage d'arriver sur place au Burkina quelques jours avant le scrutin afin de s'assurer des derniers réglages pré électoraux.

A souligner que la mission que dirige l'ancien premier ministre guinéen sera composée de 60 observateurs comprenant des représentants des Etats membres, du parlement de la CEDEAO, de la Cour de Justice de la CEDEAO, des ambassadeurs accrédités près de la CEDEAO, des membres du conseil des sages de la CEDEAO, des organisations de la Société Ci-

vile, des médias et des experts de la région. Interrogé par votre quotidien GuinéeNews© pour recueillir ses impressions sur le choix chaque fois renouvelé sur sa personne par les différentes Commissions du continent, Monsieur Komara, a déclaré que « cet honneur revient avant tout à son pays et qu'il se doit de tout mettre pour que le scrutin soit sanctionné par un rapport impartial et sincère ».

Il faut rappeler que depuis 2013, pour le compte de l'Union Africaine ou de la CEDEAO, il a conduit à la satisfaction de ces deux institutions 5 missions d'observations électorales pour lesquelles il avait eu à s'investir d'avance pour pacifier les rapports entre les protagonistes avant le scrutin, ce qui a permis une acceptation des résultats par tous les protagonistes. Pour le compte de l'Union Africaine : Élections législatives au Togo le 25 juillet 2013 et l'élection présidentielle et législative en Guinée Bissau le 13 avril 2014, pour le compte de la CEDEAO: Élection Présidentielle au Togo le 25 avril 2015, les deux tours de l'élection présidentielle du Bénin en 2017.

Qui sont les acteurs en lice pour le scrutin du 22 novembre au Burkina ?

Sur la ligne de départ 13 candidatures indépendantes ou de partis politiques ont été retenues par le Conseil Constitutionnel sur 14 candidats validés par la CENI parmi lesquels

un candidat a été écarté pour n'avoir pas pu payer la caution de 25 millions de FCFA.

Parmi les 13 retenus, il convient de signaler le président sortant, candidat à sa réélection M. Roch Christian Kaboré, le chef de file de l'opposition Zéphirin Diabré, l'ancien premier ministre de la transition Zida Yacouba Isaac et l'ancien président de la CEDEAO Kadré Désiré Ouédraogo.

A l'exception du chef de l'Etat, tous les onze candidats sont aussi candidats à la députation.

Pour cette députation, le système burkinabè est assez original. L'Assemblée Nationale est un parlement unicaméral de 127 membres élus en même temps que lors du premier tour de l'élection présidentielle pour un mandat de 5 ans. Le scrutin est proportionnel plurinominal. 11 sièges sont répartis entre 45 circonscriptions plurinominales de 2 à 9 sièges tandis que les 16 autres sont pourvus sur liste nationale.

Ce système permet aux petits partis qui ne peuvent pas couvrir tout le territoire, d'être présents à l'Assemblée Nationale.

Comme quoi le Burkina s'apprête à vivre une intense activité politique dont la transparence garantira la stabilité future du pays. Une lourde responsabilité pour ceux qui, comme Komara et son équipe, seront chargés de se prononcer sur la sincérité du verdict qui sortira des urnes !

Source : Guinée News



Projet « équations nomades » : 100 jeunes participent à la 4^e édition

C'est parti pour la 4^e édition du projet « Équations Nomades » qui se déroulera du 16 au 22 novembre à Bamako. Le thème retenu pour cette année est : « La tradition orale, un mode de transmission de nos valeurs culturelles : comment impliquer les enfants et les adolescents dans la conservation et la transmission du savoir à l'ère du numérique ? ».

Ils sont 100 jeunes adolescents à participer cette année à ce projet tripartite Mali-France-Maroc qui leur offre ainsi un espace de dialogue à travers la création artistique. Une dizaine de disciplines sont retenues cette année, notamment la danse, la musique, l'art plastique, la vidéo, la gestion des projets, la poésie. L'objectif est de promouvoir la culture de la paix à travers l'éducation artistique. La cérémonie officielle de lancement s'est déroulée hier au Centre international de conférences de Bamako sous la présidence de la ministre de la Culture, de l'Artisanat et du Tourisme, Mme Kadiatou Konaré.

C'était en présence de son collègue de la Jeunesse et des Sports, Mossa Ag Attaher, de la représentante spéciale du Système des Nations unies au Mali, Mme Mbaranga Gasarabwe, du représentant de l'Unesco au Mali, Edmond Moukala, de la représentante de l'Unicef au Mali, Mme Sylvie Fouet et du président du Parlement des enfants, Nouhoum chérif Haïdara. La cérémonie d'ouverture a été marquée par la présence massive des jeunes adolescents venus de toutes les régions et du District de Bamako. Durant une semaine, ils vont rivaliser de talent dans le domaine de la production et de prestation artistique et culturelle. Pour les organisateurs, il s'agit de créer un espace de vivre ensemble en vue d'instaurer un climat de paix et de vivre ensemble.

Dans son discours d'ouverture, la ministre en charge de la Culture a appelé à la cohésion sociale, à l'union autour de notre tradition à travers l'art numérique et la création artistique et culturelle. La tenue de ce projet culturel,

a-t-elle indiqué, est une source de satisfaction pour le Mali en cette période de transition politique. « La thématique proposée cette année est d'une importante capitale car elle appelle les jeunes à la créativité autour d'un dialogue de paix et de cohésion. L'ère numérique est une opportunité pour la transmission de la tradition orale.

« Chers enfants, l'édition de 2020 vous met à l'honneur car la tradition est une école du savoir », a soutenu Mme Kadiatou Konaré. Quant à Mme Mbaranga Gasarabwe, elle a invité les jeunes à bâtir une nation de paix, de cohésion et de vivre ensemble. « C'est possible de vivre ensemble au Mali, la paix et la réconciliation nationale », a lancé la représentante spéciale du Système des Nations unies au Mali qui a évoqué également le chômage, le conflit, le mariage forcé, la violence faite au genre dont la lutte n'est pas au-dessus de nos engagements.

La représentante de l'Unicef a, pour sa part, exprimé sa satisfaction de voir plus de 100 jeunes enfants participer à cette 4^e édition. Pour Mme Sylvie Fouet, l'expression artistique permet aux enfants de dialoguer et de restituer les résultats des différents ateliers pendant cette semaine.

Amadou SOW

Source : L'Essor- Mali





Bélier (21 mars - 19 avril)

Entreprenant et motivé, vous aurez toutes les chances de réussir dans votre job. Vous irez de l'avant, prêt à vous impliquer à fond dans ce que vous ferez. S'il vous manque des éléments pour boucler un projet, vous serez tenace pour trouver une solution.

Rien ni personne ne vous fera dévier de votre idée, car vous serez persuadé qu'elle vous rapportera des euros. Vous aurez suffisamment les pieds sur terre pour ne pas vous lancer à l'aveuglette et vous prendrez des conseils pour atteindre votre but.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Vous aimerez votre activité et vous serez même content de partir au travail. Parce que vous l'aurez préparée, cette journée se déroulera bien, et tout ce que vous entreprendrez sera rondement mené et très apprécié par ceux qui vous entoureront.

Jupiter pourrait vous mettre des bâtons dans les roues ou en plein dans le flou dans vos histoires d'argent. En fait, il n'y aura aucun souci particulier, en dehors des vôtres, que vous vous emploierez à cultiver négativement. Réfléchissez de main.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

L'activité professionnelle continue d'être importante. Vous menez plusieurs tâches à la fois et elles pourraient vous épuiser cérébralement. Dans votre service, il peut manquer du monde. La productivité est en baisse et l'ambiance est électrique.

Gare aux dépenses inutiles. L'argent part aussitôt qu'il entre. Pour garder un budget stable, essayez de ne pas craquer dans les sorties. Vos amis pourraient être la cause de dépenses qui tombent mal. Des concessions sont à faire pour maintenir la stabilité.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

La configuration planétaire Soleil-Mars vous obligera à défendre votre gagne-pain ! Vous ne vous contenterez pas uniquement de remplir vos tâches habituelles. Vous demanderez directement à votre directeur un poste plus en phase avec vos compétences.

Votre partenaire aura tendance à faire chauffer la carte bleue du couple. Sans faire la morale ou donner des leçons, vous lui direz tout de même de faire extrêmement attention. En effet, il ne faudrait pas que cela devienne une habitude ! Surtout pas...



Lion (22 juillet - 23 août)

Vous retrouverez un bon état d'esprit et, avec lui, la volonté nécessaire pour vous engager dans les entreprises qui vous tiendront à coeur et qui seront prioritaires. De très bonnes intuitions vous guideront, que vous aurez intérêt à mettre en pratique.

Vous traverserez une période de turbulence sur le plan financier. Méfiez-vous des promesses non tenues et des abus de confiance. Ouvrez l'oeil si l'on cherche à vous vendre une occasion en or de faire du profit et voyez à qui vous aurez affaire.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Votre planète de secours sera Mars. Vous puiserez votre force dans sa nature combative. Vous serez sur le point de craquer. Ce ne sera pas tant un emploi surchargé que le fait de devoir tout gérer qui vous énervera. Il ne faudra plus rien vous demander.

Il n'est pas dans vos habitudes d'élever la voix pour défendre vos intérêts, préférant en référer à la justice. Mercure vous convaincra de taper du poing sur la table. Votre image en pâtira peut-être, mais votre portefeuille aura beaucoup à y gagner.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vous ruminez, car l'ambiance vous agace. De la déception survient dans votre vie professionnelle. Vous êtes peu visible et les collègues évoluent sans vous. Ce climat met le feu aux poudres. Évitez de dire vos états d'âme. De la frustration est inévitable.

Si vous faites du shopping, fixez-vous des limites. Des coups de coeur sont différés. Vous réalisez manquer de moyens pour conjuguer les loisirs et les charges. Un peu de frustration est à venir. Laissez passer la journée avant de faire un achat onéreux.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Porté par un réseau efficace, vous travaillerez et avancerez de manière sereine. Défendre un projet ou conduire une mission difficile ne vous fera pas peur. En assumant vos charges et vos devoirs, ami Scorpion, vous accumulerez les compliments.

Si dans un premier temps, vous ne réaliserez pas de réelles économies, vous dépenserez votre argent plus intelligemment. Placements boursiers, création d'entreprise, cette journée sera cruciale pour prendre ou signer un engagement financier...



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous serez très consciencieux et votre perfectionnisme sera apprécié, pourvu que vous n'imposiez pas votre rythme et vos méthodes personnelles à tout le monde. Vous devrez tenir compte que chaque personne sera différente dans sa méthode de travail.

Vous aurez des ambitions financières que vous ne reniez pas. Au contraire, vous assumerez pleinement que l'argent sera loin d'être un sujet tabou. Pour preuve, vous vous démènerez pour en gagner, sans rechigner pour effectuer des heures supplémentaires.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous ne manquerez pas d'esprit d'entreprise, même si parfois Saturne vous donnera du fil à retordre dans votre secteur d'activité. Quelques réussites pourraient parsemer votre route professionnelle, non grâce à la chance, mais par votre travail acharné.

Sur le plan comptable, vous manquerez d'esprit d'initiative. Au pied du mur, il deviendra urgent de trouver une porte de sortie, mais Jupiter ne vous rendra pas la tâche facile. Lancez-vous un défi en frappant à la porte d'un interlocuteur financier.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Une nouvelle activité professionnelle vous tente. Des démarches sont amorcées pour décrocher un poste en affinités avec vos compétences. Uranus votre planète, vous donne envie de changer d'air. Quitter l'entreprise pour une nouvelle est une situation possible.

Essayez de garder votre trésorerie. Gare aux imprévus qui mangent une partie du budget. Si vous faites des achats, comparez les tarifs et ne tombez pas sur le premier article. Des coups de coeur restent probables. Ils peuvent être regrettés par la suite.



Poisson (19 février - 21 mars)

Porté par les bons auspices de Vénus, vous mettez votre talent au service de votre employeur, mais aussi à celui de votre créativité, et de votre réputation. Ami Poissons, pour reprendre un célèbre terme du cinéma, vous serez bancable ! En ce début de mois, vous allez vous assurer que les vases resteront communicants entre vos recettes et vos dépenses, histoire de vivre un mois sans soucis financiers... Votre partenaire vous fera une remarque : pour acheter plus, il faut gagner plus !



SAER GROUP C'EST:

**+ de 400
collaborateurs**

aux nationalités multiples, répartis au sein de
26 sociétés, qui oeuvrent tous au rayonnement
de la marque SAER.

SAER GROUP